



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élection présidentielle

Question au Gouvernement n° 3908

Texte de la question

ÉTHIQUE POLITIQUE

M. le président. La parole est à M. Georges Fenech, pour le groupe Les Républicains.

M. Georges Fenech. Monsieur le Premier ministre, le 14 avril dernier, votre ministre de l'économie, Emmanuel Macron, se déplaçait en visite officielle à Londres pour participer à une conférence sur l'Europe afin de dénoncer les dangers du Brexit. Dont acte. Mais là où le bât blesse, c'est lorsque nous apprenons par la presse qu'à cette occasion, le ministre de l'économie a parallèlement effectué une levée de fonds pour, semble-t-il, son micro-parti « En Marche ». (*« Scandaleux ! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*) On évoque même la somme astronomique de quelque 12 millions d'euros. (*Exclamations persistantes sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Monsieur le Premier ministre, cette confusion des genres, voire ce conflit d'intérêts, ne peut qu'interpeller la représentation nationale et appelle, en tout état de cause, une clarification de la part du chef du Gouvernement.

Pour le compte de qui votre ministre en exercice effectue-t-il ces levées de fonds ?

Mme Catherine Vautrin. C'est scandaleux !

M. Georges Fenech. Pour sa propre candidature à l'élection présidentielle ou pour tout autre bénéficiaire ? En tout cas, pas pour l'intérêt général.

M. Jean-Paul Bacquet. Vous êtes mal placé pour donner des leçons.

M. Georges Fenech. Le voile du soupçon doit être levé dans une démocratie digne de ce nom, sur ce qui s'apparente à un abus de fonction ministérielle. (*« Très bien ! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*) En tout état de cause, il est permis de s'interroger : votre ministre de l'économie remplit-il sa haute fonction ministérielle à plein temps, ou se considère-t-il en campagne électorale ?

Mme Bérengère Poletti. On peut se poser la question.

M. Georges Fenech. Nous ne devons pas, monsieur le Premier ministre, alimenter le populisme et le discrédit jeté sur la classe politique en pratiquant le double langage et le mélange des intérêts. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. François Vannson. Tout à fait.

M. Georges Fenech. Alors ma question est simple : allez-vous mettre un terme à cette pratique qui pourrait en outre relever d'une saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, vous auriez pu adresser directement votre question au ministre de l'économie lui-même. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Christian Jacob. C'est vous, le chef du Gouvernement !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il aurait pu vous répondre puisqu'il est possible de choisir qui répond aux questions.

M. Christian Jacob. Vous auriez pu lui demander de le faire.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il aura l'occasion de le faire. Pour l'heure, c'est moi qui vous réponds puisque vous m'avez interrogé (*Sourires sur les bancs du groupe Les Républicains*)...

M. Damien Abad. On sent que les relations sont cordiales.

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...sur le mode toujours très particulier du soupçon. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

Vous me parlez d'attitude, et je le dis en passant, une nouvelle fois, depuis le début de cette séance de questions au Gouvernement, sans rien dénier à nos traditions parlementaires, sur les questions-spectacle données à l'opinion qui nous regarde (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur plusieurs bancs du groupe écologiste – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*) franchement, mesdames et messieurs les députés de l'opposition, vous en connaissez un bout ! (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Emmanuel Macron, ministre de l'économie, est allé, comme il le fait régulièrement, à la rencontre des autorités britanniques, des entreprises et des entrepreneurs britanniques et français, ces derniers étant nombreux en Grande-Bretagne et à Londres. Il n'y a eu aucune levée de fonds particulière pour je ne sais quelle association.

M. Yves Nicolin. Incroyable !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ce que je souhaite et ce que nous souhaitons tous, et tel est le cas, c'est que les membres du Gouvernement soient pleinement, totalement engagés dans leurs tâches. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Parce qu'il y a une crise politique, parce qu'il y a en effet aujourd'hui une mise en cause des responsables politiques, et cela depuis longtemps, parce que l'on s'attaque aux corps intermédiaires, parce que l'on sape jusqu'aux fondements de la République, chacun doit être exemplaire. C'est le cas de mon gouvernement, chaque ministre doit l'être et être à la hauteur des responsabilités.

M. Jean Leonetti. Il parle à Macron !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Chacun doit être conscient que cette responsabilité, je la ferai vivre parce qu'il y va tout simplement de l'intérêt de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Georges Fenech](#)

Circonscription : Rhône (11^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3908

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée au JO le : [11 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 mai 2016](#)